ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 29 janvier 1971, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant le régime de taxation des plus-values en vue de promouvoir l'expansion économique", ainsi qu'il a été amendé par le Ministre par lettre du 9 février 1971, a donné le 17 février 1971 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 29e januari 1971 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het belastingstelsel van meerwaarden ter bevordering van de economische expansie", zoals het door de Minister bij brief van 9 februari 1971 werd geamendeerd, heeft de 17e februari 1971 het volgend advies gegeven :

Le projet qui tend principalement à insérer un article 9ter nouveau dans l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus, est pris sur base de l'article 37 du Code des impôts sur les revenus et de l'article 15, § 2, de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique.

L'arrêté en projet n'est pas le premier règlement ayant pour objet de modifier le régime de taxation des plus-values en vue de promouvoir l'expansion économique.

Déjà la loi du 14 juillet 1966 avait prévu en son article 8 que, dans les trente jours suivant la publication de la loi, il serait fait usage de la faculté prévue par l'article 37 du Code des impôts sur les revenus de réduire la taxation des plus-values non immunisées à la condition que le prix de réalisation soit investi dans les régions visées par la loi, avant le 31 décembre 1968.

En exécution de cette loi, l'arrêté royal du 21 septembre 1966 avait introduit un nouvel article 9bis dans l'arrêté royal du 4 mars 1965.

La loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique a prévu en son article 15, § 2, une disposition semblable à celle de l'article 8 de la loi de 1966, à cela près qu'au lieu de réduire ses effets à une période limitée , la loi nouvelle prévoit pour le réinvestissement un délai prenant cours six mois avant le début de la période imposable pendant laquelle la plus-value a été réalisée et expirant douze mois après la fin de la même période.

.../...

Cela signifie que :

1° l'arrêté royal que le Gouvernement est invité à prendre aura une validité non limitée dans le temps;

2° l'immunisation d'une plus-value réalisée pendant une période imposable quelconque sera acquise si le prix de réalisation est réinvesti pendant un délai de deux ans et demi, c'est-à-dire, la période imposable à laquelle on ajoute les six mois antérieurs et les douze mois postérieurs.

Le législateur a ainsi invité le Gouvernement à user des pouvoirs qu'il tient de l'article 37 du Code des impôts sur les revenus et dans une mesure plus large que lors de sa première invitation de 1966.

La loi du 30 décembre 1970 ayant été publiée au Moniteur du 1er janvier 1971, il importe d'examiner si l'arrêté en projet peut être signé en dehors du délai de 30 jours fixé par le législateur.

Il y a lieu de tenir compte :

1° que ce n'est pas l'article 15, § 2, de la loi du 30 décembre 1970, contenant le délai de 30 jours, qui confère au Roi le pouvoir de réduire la base imposable à l'impôt sur les revenus, mais que l'attribution de ce pouvoir résulte de l'article 37 du Code des impôts sur les revenus;

2° bien que la délégation de pouvoir prévue par l'article 37 du Code des impôts sur les revenus ait une portée considérable, qu'aucun délai n'a été imposé à l'usage de ces pouvoirs, lors du vote de la réforme fiscale de 1962;

.../...

3° que le législateur, en adoptant tant l'article 8 de la loi du 14 juillet 1966 que l'article 15 de la loi du 30 décembre 1970, apparaît bien avoir eu l'intention, non de priver le Roi de la compétence qu'il tenait de l'article 37,C.I.R., mais de l'inciter à en user rapidement.

Le Conseil d'Etat estime, dès lors, que le délai de trente jours pour prendre l'arrêté d'exécution n'est pas prescrit à peine de nullité, qu'il constitue uniquement une obligation politique d'agir imposée au Gouvernement plutôt qu'une limitation des pouvoirs antérieurement conférés.

Au demeurant, le retard de quelques jours apporté à la signature de l'arrêté en projet ne peut causer préjudice aux entreprises ayant réalisé des plus-values puisque, d'une part, celles-ci disposent pour réinvestir d'un délai expirant le 31 décembre 1972 et que, d'autre part, les termes de la loi sont suffisamment explicites pour annoncer à tout intéressé que le régime d'immunisation mis en oeuvre par l'article 9bis de l'arrêté royal du 4 mars 1965 fera l'objet d'une nouvelle réglementation.

EXAMEN DU TEXTE.

Intitulé.

Pour faire apparaître le caractère modificatif de l'arrêté en projet, le Conseil d'Etat estime qu'il convient d'écrire :
"Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus, en ce qui concerne le régime de taxation des plus-values".

.../...

Préambule.

Les alinéas 1er et 2 devraient être inversés, d'une part pour respecter l'ordre chronologique, et ; d'autre part, pour la raison que le fondement des pouvoirs du Roi se trouve dans l'article 37 du Code des impôts sur les revenus.

Dans l'alinéa 3, il suffit de citer le dernier arrêté modificatif :

"Vu l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus, notamment la section IIbis du chapitre 1er, insérée par l'arrêté royal du 21 septembre 1966, et l'article 9bis, inséré par l'arrêté royal du 21 septembre 1966 et modifié par l'arrêté royal du 31 juillet 1970;".

Dispositif.

Article 1er : sans obversation.

Article 2.

Le texte suivant est proposé :

"Article 2.-

L'article 9bis, § 7, alinéa 2, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 21 septembre 1966, est remplacé par la disposition suivante :

"Cette déclaration doit, sous peine de déchéance du droit à l'immunité, être remise à l'appui de la déclaration annuelle aux impôts sur les revenus de la période imposable au cours de laquelle les plus-values ont été réalisées".

.../...

Article 3.

Pendant la période 1967-1970, l'article 9bis accordait l'immunité lorsque une somme égale au prix de réalisation était investie "en immeubles et outillage".

Le projet tend à élargir cette dernière notion en prévoyant dans le nouvel article 9ter, § 2, 1°, que l'immunité est accordée aux sommes qui sont affectées à des "opérations d'investissement visées à l'article 10 de la loi du 30 décembre 1970".

Ledit article 10 de cette loi renvoie pour la détermination des opérations à l'article 7 de la même loi, selon lequel les opérations visées aux articles 2 à 5 peuvent bénéficier de prêts à taux d'intérêt réduit en vue d'une des fins suivantes :

" - le financement direct des investissements en immeubles bâtis ou non bâtis et en outillage ou matériel, nécessaires à la réalisation desdites opérations;
- la reconstitution de fonds de roulement entamés par le financement antérieur d'investissements de même nature;
- le financement direct d'investissements immatériels tels que les études de marché et d'organisation et la recherche ou la mise au point de prototypes, de produits nouveaux et de procédés nouveaux de fabrication et méthodes de commerce".

Le jeu de ces références ne permet pas d'apprécier aisément les opérations que l'arrêté royal concerne, d'autant que le § 3 du nouvel article 9ter prévoit que les opérations d'investissement sont considérées comme effectuées "à la date à laquelle les éléments investis sont effectivement entrés en possession du contribuable ou ont fait l'objet d'une vente ou d'un marché parfaits entre parties".

.../...

Ce dernier texte ne paraît pas pouvoir s'appliquer à la reconstitution de fonds de roulement lorsque celle-ci fait suite à des investissements opérés plus de six mois avant le début de la période imposable, ni au financement direct d'investissements immatériels.

Dès lors on peut se demander si l'immunité des plus-values sera acquise lorsque des sommes provenant de la vente des biens sujets à ces plus-values seront investies sous une des deux formes précitées ou si, dans ce cas, l'immunité étant acquise, la date de l'affectation des sommes en cause sera appréciée, non plus en application d'un texte réglementaire, mais par des décisions administratives prises cas par cas ? On ne peut perdre de vue que cette date est importante puisque le § 2, 2°, de l'article 9ter prescrit que l'affectation d'une somme égale au prix de la réalisation doit avoir lieu à l'intérieur d'une période de deux ans et demi, nettement délimitée.

Selon les renseignements fournis par le délégué du Gouvernement, la date à prendre en considération sera, dans le cas de reconstitution de fonds de roulement consécutive à un investissement en immeubles, outillage ou matériel, la date d'achat de ces biens ou du marché qui les concerne, tandis que dans le cas de financement direct d'investissements matériels ou immatériels réalisés par l'entreprise elle-même, la date sera celle à laquelle les sommes dépensées pour ces investissements seront comptabilisées comme éléments d'actif.

Si l'on veut éviter que ces solutions dépendent de décisions administratives individuelles dont la légalité pourrait être mise en cause, il serait à conseiller de compléter le texte du projet sur ce point.

*

* *

.../...

Le § 3, a, de l'article 9ter vise "la date à laquelle les éléments investis sont effectivement entrés en possession du contribuable".

Il ne s'agit pas d'éléments acquis en pleine propriété car il est question de la vente dans la suite du texte.

Cependant, l'entrée en possession dont il s'agit fait suite à un acte passé à titre onéreux, puisque le but de la disposition est l'immunité des sommes réinvesties.

Selon l'administration, le texte ne doit pas s'interpréter comme visant l'acquisition d'un droit réel autre que le droit de propriété (usufruit, emphytéose, superficie), dont l'entrée en jouissance est différée .

Il ne peut s'agir davantage de l'entrée en possession d'une marchandise achetée, puisque la suite du texte vise la date à laquelle les éléments investis ont fait l'objet d'une vente parfaite, ce qui rend applicables les articles 1583 à 1589 du Code civil.

Le Conseil d'Etat estime dès lors que l'expression "entrée en possession" , dont le contenu juridique est incertain, devrait être abandonnée.

*

* *

Dans le même § 3, a, on associe à la vente parfaite, notion explicitée par le Code civil, celle de marché "parfait" que ce Code ignore.

.../...

Le marché (articles 1787 et ss. du Code civil) est un contrat d'entreprise qui peut être fait soit sur devis ou bordereau de prix, soit à forfait (1). Pour l'application de l'immunité fiscale, il serait opportun que la date retenue comme étant celle de l'investissement soit la date où le contrat d'entreprise comportant le marché à forfait a été passé tandis que pour le marché à devis ou à bordereau de prix, la date devrait être celle de la livraison des éléments investis, comme en matière de T.V.A.

*

* *

Dans le § 4, on ne voit pas la raison pour laquelle le délai de cinq ans prend comme point de départ la date à laquelle les actions sont entrées en possession du contribuable. Cette date peut être plus ou moins éloignée du moment de l'investissement selon la diligence mise par la société en cause à faire imprimer les nouveaux titres, tandis qu'en cas de création d'actions nominatives, l'inscription dans le registre des actionnaires est immédiate.

Il serait, dès lors, plus équitable de prendre le même point de départ dans tous les cas, à savoir la date du versement des apports en espèces.

*

* *

.../...

---

(1) DE PAGE, Droit civil, T. IV. n°862.

Suite aux observations qui précèdent, les modifications suivantes devraient être apportées à l'article 3 du projet :

"Article 3.-

Un article 9ter, rédigé comme suit, est inséré dans la section IIbis du chapitre 1er du même arrêté :

"Article 9ter.- ....

§ 1er. :

alinéa 1er ... (texte du projet) ...

alinéa 2 :

Toutefois, le présent article ne s'applique pas aux plus-values :

1° réalisées par les contribuables dont l'activité professionnelle porte à la fois sur l'achat ou la construction et sur la vente ou la location d'immeubles;

2° constatées à l'occasion de l'échange, de la donation ou de l'apport en société d'éléments visés à l'alinéa 1er".

§ 2. :

L'immunité n'est accordée .... a été affectée :

1° soit au financement direct d'investissements visés à l'article 10 de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique ...

2° ...

.../...

§ 3. :

Pour satisfaire à la condition prévue au § 2, 2°, l'affectation d'une somme égale au prix de réalisation est considérée comme effectuée à la date à laquelle :

1° les immeubles, outillage ou matériel et les investissements immatériels visés à l'article 7 de la loi du 30 décembre 1970, ont fait l'objet d'une vente parfaite entre parties ou d'un marché à forfait;

2° les mêmes éléments investis ont fait l'objet d'une livraison en exécution d'un marché sur devis ou à bordereau de prix;

3° les mêmes éléments investis, produits par l'entreprise ou le contribuable, ont fait l'objet d'une comptabilisation comme élément d'actif;

4° les apports en espèces à des sociétés ont été effectivement versés.

§ 4. :

... (texte du projet, sous réserve de remplacer les mots: "à partir de la date à laquelle elles sont entrées en possession du contribuable" par les mots:"à partir de la date du versement des apports en espèces") ...

§ 5.

Les redevables désireux de bénéficier de l'immunité doivent déposer une déclaration spéciale établie sur un formulaire fourni par l'Administration des contributions directes et indiquant :

.../...

a) la nature des éléments auxquels les plus-values se rapportent ;

b) le prix de réalisation de ces éléments ;

c) le montant des plus-values réalisées;

d) la nature, le montant et la date des investissements déjà opérés en remploi à la fin de la période imposable au cours de laquelle les plus-values ont été réalisées;

e) éventuellement, la nature et le montant des investissements que le déclarant envisage d'opérer au cours des douze mois qui suivent cette période.

Cette déclaration doit être accompagnée, suivant le cas, d'une attestation par laquelle le Ministre ayant les Affaires économiques, l'Economie régionale ou les Classes moyennes dans ses attributions , certifie que les investissements invoqués par le déclarant sont visés à l'article 10 de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique ou d'une copie de la pièce justificative dont il est question à l'article 302bis du Code des droits d'enregistrement.

Cette déclaration doit, sous peine de déchéance du droit à l'immunité, être remise à l'appui de la déclaration annuelle aux impôts sur les revenus de la période imposable au cours de laquelle les plus-values ont été réalisées.Pour les investissements opérés au cours des douze mois suivant cette période imposable, une déclaration complémentaire doit être jointe à la déclaration des revenus de l'année suivante.

§ 6.

L'article 9bis, §§ 3, 4 et 6,est applicable aux plus-values visées au présent article."

.../...

Article 4.

Sans observation.

Article 5.

Il convient d'écrire :

"sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté".

Hoofddoel van het ontwerp is de invoeging van een nieuw artikel 9ter in het koninklijk besluit van 4 maart 1965 tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen; het is vastgesteld op grond van artikel 37 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen en van artikel 15, § 2, van de wet van 30 december 1970 betreffende de economische expansie.

Het ontwerp-besluit is niet de eerste verordening die wijzigingen aanbrengt in het belastingstelsel van meerwaarden ter bevordering van de economische expansie.

De wet van 14 juli 1966 bepaalde reeds in haar artikel 8, dat binnen dertig dagen volgend op de bekendmaking van de wet gebruik zou worden gemaakt van de bij artikel 37 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen voorziene mogelijkheid de belasting op de niet-vrijgestelde meerwaarden te verlagen, op voorwaarde dat de verkoopprijs vóór 31 december 1968 in de bij de wet bedoelde gewesten geïnvesteerd wordt.

Ter uitvoering van die wet heeft het koninklijk besluit van 21 september 1966 een nieuw artikel 9bis ingevoegd in het koninklijk besluit van 4 maart 1965.

De wet van 30 december 1970 betreffende de economische expansie heeft in haar artikel 15, § 2, een soortgelijke bepaling als die van artikel 8 van de wet van 1966 opgenomen, met dien verstande dat de nieuwe wet, in plaats van haar uitwerking tot een beperkte periode te verminderen, voor de wederbelegging een termijn bepaalt, die gaat van zes maanden vóór het begin van het belastbaar tijdperk waarin de meerwaarde is verwezenlijkt, tot twaalf maanden na het einde van datzelfde tijdperk.

.../...

Dit betekent dat :

1° de geldigheid van het koninklijk besluit hetwelk de Regering verzocht wordt vast te stellen, in de tijd niet beperkt zal zijn;

2° de vrijstelling van een in enig belastbaar tijdperk verwezenlijkte meerwaarde verkregen zal zijn als de verkoopprijs wederbelegd wordt binnen een termijn van twee en een half jaar, dit is het belastbaar tijdperk met daarbij zes maanden ervoor en twaalf maanden erna.

De wetgever heeft de Regering zodoende verzocht gebruik te maken van de bevoegdheid welke zij heeft krachtens artikel 37 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, en dit dan in ruimere mate dan bij zijn eerste verzoek van 1966.

Aangezien de wet van 30 december 1970 bekendgemaakt is in het Staatsblad van 1 januari 1971, dient te worden nagegaan of het ontwerp-besluit mag worden ondertekend buiten de door de wetgever bepaalde termijn van dertig dagen.

Met het volgende moet rekening worden gehouden :

1° niet artikel 15, § 2, van de wet van 30 december 1970, waarin de termijn van dertig dagen is bepaald, machtigt de Koning om de belastbare grondslag voor de inkomstenbelasting te verminderen; de toekenning van die bevoegdheid volgt uit artikel 37 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen;

2° ofschoon de in artikel 37 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen bedoelde opdracht van bevoegdheid vrij ver gaat, is het aanwenden daarvan aan geen termijn gebonden, bij de stemming over de belastinghervorming van 1962;

.../...

3° toen de wetgever zowel artikel 8 van de wet van 14 juli 1966 als artikel 15 van de wet van 30 december 1970 goedkeurde, blijkt hij wel de bedoeling te hebben gehad, niet om de Koning de bevoegdheid te ontnemen welke artikel 37 van het W.I.B. hem had toegekend, maar om hem aan te sporen daarvan spoedig gebruik te maken.

De Raad van State is dan ook van oordeel dat de termijn van dertig dagen voor het vaststellen van het uitvoeringsbesluit niet op straffe van nietigheid is voorgeschreven, dat hij alleen een aan de Regering opgelegde politieke verplichting tot handelen is in plaats van een beperking van vroeger toegekende bevoegdheden.

Dat het ontwerp-besluit met enkele dagen vertraging wordt ondertekend, kan overigens geen nadeel berokkenen aan de ondernemingen die meerwaarden hebben verwezenlijkt, want voor hun wederbelegging beschikken zij over een termijn die op 31 december 1972 verstrijkt, en vervolgens zijn de bewoordingen van de wet duidelijk genoeg om aan iedere betrokkene te verstaan te geven dat de vrijstellingsregeling welke ingevoerd is bij artikel 9bis van het koninklijk besluit van 4 maart 1965, opnieuw gereglementeerd zal worden.

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Opschrift.

Om te doen uitkomen dat het gaat om een wijzigingsbesluit, acht de Raad van State het nodig het opschrift als volgt te lezen :

"Koninklijk besluit houdende wijziging van het koninklijk besluit van 4 maart 1965 tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen wat betreft het belastingstelsel toepasselijk op meerwaarden".

.../...

Aanhef.

Het eerste lid zou na het tweede moeten komen enerzijds terwille van de tijdsorde, anderzijds omdat de grondslag van 's Konings bevoegdheid gelegen is in artikel 37 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen.

In het derde lid hoeft van de wijzigingsbesluiten alleen het laatste te worden vermeld :

"Gelet op het koninklijk besluit van 4 maart 1965 tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, inzonderheid op afdeling IIbis van hoofdstuk I, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 21 september 1966, en op artikel 9bis, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 21 september 1966 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 31 juli 1970;".

Artikelen.

Artikel 1 : geen opmerkingen.

Artikel 2.

Voorgesteld wordt , de tekst als volgt te lezen :

"Artikel 2.-

Artikel 9bis, § 7, tweede lid, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 21 september 1966, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Die aangifte wordt, op straffe van verval van het recht op vrijstelling, tot staving gevoegd bij de jaarlijkse aangifte in de inkomstenbelastingen van het belastbaar tijdperk waarin de meerwaarden zijn verwezenlijkt".

.../...

Artikel 3.

Gedurende de periode 1967-1970 verleende artikel 9bis vrijstelling wanneer een bedrag gelijk aan de verkoopprijs werd belegd "in onroerende goederen en outillering".

Het ontwerp bedoelt dit laatste begrip te verruimen door in het nieuwe artikel 9ter, § 2, 1°, te bepalen dat de vrijstelling wordt toegestaan voor de bedragen die besteed zijn voor "investeringsverrichtingen als bedoeld in artikel 10 van de wet van 30 december 1970".

Dit artikel 10 van die wet verwijst voor het bepalen van de verrichtingen naar artikel 7 van dezelfde wet, volgens hetwelk de verrichtingen bedoeld in de artikelen 2 tot 5 in aanmerking kunnen komen voor leningen tegen verlaagde rentevoet met het oog op een van de volgende doeleinden :

" - de rechtstreekse financiering van de investeringen in gebouwde of ongebouwde onroerende goederen en in outillage of materieel, die voor de verwezenlijking van voornoemde verrichtingen nodig zijn;

- de wederaanlegging van bedrijfskapitalen, die door de vroegere financiering van soortgelijke investeringen werden aangesproken;

- de rechtstreekse financiering van immateriële investeringen, zoals de markt- en organisatiestudiën, en het onderzoek naar of de uitwerking van prototypen, nieuwe produkten en nieuwe fabricageprocédés en commercialisatiemethodes".

.../...

Het is niet zo eenvoudig om uit al deze verwijzingen op te maken op welke verrichtingen het koninklijk besluit betrekking heeft, te meer daar § 3 van het nieuwe artikel 9ter bepaalt, dat de investeringen als verricht worden aangemerkt "op de datum waarop de geïnvesteerde bestanddelen werkelijk in het bezit van de onderneming zijn gekomen of het voorwerp zijn van een tussen partijen voltrokken koop of aanneming".

Deze laatste tekst blijkt geen toepassing te kunnen vinden op de wederaanlegging van bedrijfskapitalen wanneer deze volgt op investeringen die verricht zijn meer dan zes maanden vóór de aanvang van het belastbaar tijdperk, noch op de rechtstreekse financiering van immateriële investeringen.

De vraag is dan ook of de meerwaarden vrijgesteld zullen zijn wanneer bedragen, die voortkomen van de verkoop van de goederen waarop die meerwaarden betrekking hebben, onder één van beide genoemde vormen belegd zullen worden, dan wel of in dat geval, als er eenmaal vrijstelling is, de datum van de besteding van de betrokken bedragen zal worden bepaald, niet meer op grond van een verordeningstekst maar door administratieve beslissingen die voor elk geval afzonderlijk worden genomen. Men dient te bedenken dat die datum belangrijk is aangezien § 2, 2°, van artikel 9ter voorschrijft dat de besteding van een bedrag gelijk aan de verkoopprijs moet plaatshebben binnen een scherp afgelijnd tijdperk van twee en een half jaar.

Naar de gemachtigde van de Regering heeft verklaard, is in geval van wederaanlegging van bedrijfskapitalen ten gevolge van investering in onroerende goederen, outillering of materieel, de in aanmerking te nemen datum die waarop

.../...

deze goederen zijn aangekocht of die van de desbetreffende aanneming, terwijl in het geval van rechtstreekse financiering van door de onderneming zelf verwezenlijkte materiële of immateriële investeringen, de datum die zal zijn waarop de voor die investeringen uitgegeven bedragen als bestanddelen van het actief geboekt worden.

Wil men voorkomen dat die oplossingen gaan afhangen van individuele administratieve beslissingen waarvan de wettigheid in twijfel zou kunnen worden getrokken, dan ware het geraden de tekst van het ontwerp op dit punt aan te vullen.

*

* *

In § 3, a, van artikel 9ter is sprake van "de datum waarop de geïnvesteerde bestanddelen werkelijk in het bezit van de onderneming zijn gekomen".

Het gaat hier niet om bestanddelen die in volle eigendom zijn verkregen, want over de "koop" wordt verderop in de tekst gehandeld.

Het "in het bezit komen" waarover het hier gaat, volgt echter op een handeling onder bezwarende titel, aangezien het doel van de bepaling is vrijstelling te verlenen voor de wederbelegde bedragen.

Volgens de administratie moet de tekst niet worden uitgelegd als te strekken tot het verkrijgen van een ander zakelijk recht dan het eigendomsrecht (vruchtgebruik, erfpacht, opstal), met uitgestelde ingenottreding.

.../...

Het kan evenmin gaan om het "in het bezit komen" van een gekocht goed, aangezien verderop in de tekst sprake is van de datum waarop de geïnvesteerde bestanddelen "het voorwerp zijn van een voltrokken koop", waardoor de artikelen 1583 tot 1589 van het Burgerlijk Wetboek toepassing gaan vinden.

De Raad van State meent dan ook dat moet worden afgezien van het begrip "in het bezit komen", waarvan de rechtsinhoud onzeker is.

*

* *

In dezelfde § 3, a, betrekt men bij de "voltrokken koop", een begrip dat nader omschreven is in het Burgerlijk Wetboek, ook dat van de "voltrokken" aanneming, welk begrip het Wetboek niet kent.

De aanneming (artikelen 1787 en volgende van het Burgerlijk Wetboek) is een aannemingscontract dat kan worden gesloten hetzij volgens bestek of prijslijst, hetzij tegen een vaste prijs (1). Voor de toepassing van de vrijstelling van belasting ware het dienstig als datum van de investering aan te merken de datum waarop het aannemingscontract betreffende de aanneming tegen vaste prijs gesloten is, terwijl voor de aanneming volgens bestek of prijslijst de datum van de levering van de geïnvesteerde bestanddelen zou moeten gelden, zoals inzake B.T.W.

*

* *

.../...

---

(1) DE PAGE, "Droit civil", Deel IV, nr. 862.

Het is niet duidelijk waarom in § 4 de termijn van vijf jaar ingaat op de datum waarop de aandelen in het bezit van de belastingplichtige zijn gekomen. Die datum kan al dan niet dicht bij het tijdstip van de investering liggen, naargelang de betrokken vennootschap zich beijvert om de nieuwe effecten te laten drukken, terwijl aandelen op naam, als ze worden gecreëerd, dadelijk in het register van de aandeelhouders ingeschreven worden.

Het ware dan ook billijker in alle gevallen uit te gaan van eenzelfde tijdstip, namelijk de datum waarop de inbrengen in geld gestort worden.

*

* *

Als gevolg van hetgeen hiervoren is opgemerkt, zouden de volgende wijzigingen moeten worden aangebracht in artikel 3 van het ontwerp :

"Artikel 3.-

In afdeling IIbis van hoofdstuk I van hetzelfde besluit wordt een artikel 9ter ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 9ter. ...

§ 1.

eerste lid :...(vrijgesteld van ... zijn ook de meerwaarden ... voorts als het ontwerp)...

tweede lid :

Dit artikel vindt echter geen toepassing op meerwaarden :

.../...

1° die verwezenlijkt zijn door belastingplichtigen wier bedrijfsactiviteit bestaat in het aankopen of bouwen en in het verkopen of verhuren van onroerende goederen;

2° die vastgesteld zijn ter gelegenheid van ruiling, schenking of inbreng in vennootschap van bestanddelen als bedoeld in het eerste lid.

§ 2.

De vrijstelling wordt slechts toegestaan ... is besteed :

1° ofwel aan de rechtstreekse financiering van investeringen bedoeld in artikel 10 van de wet van 30 december 1970 betreffende de economische expansie ...

2° ...

§ 3.

Om te voldoen aan de voorwaarde van § 2, 2°, wordt de besteding van een bedrag dat gelijk is aan de verkoopprijs geacht verricht te zijn op de datum waarop :

1° de onroerende goederen, de outillering of het materieel en de immateriële investeringen bedoeld in artikel 7 van de wet van 30 december 1970 het voorwerp zijn geweest van een voltrokken koop tussen partijen of van een aanneming tegen vaste prijs;

2° dezelfde geïnvesteerde bestanddelen het voorwerp zijn geweest van een levering ter uitvoering van een aanneming volgens bestek of prijslijst;

3° dezelfde geïnvesteerde bestanddelen, door de onderneming of de belastingplichtige geproduceerd, als bestanddeel van het actief zijn geboekt;

.../...

4° de inbrengen in speciën in vennootschappen werkelijk gestort zijn.

§ 4.

... (tekst van het ontwerp, met dien verstande dat de woorden "vanaf de datum waarop zij in het bezit van de belastingplichtige zijn gekomen" worden vervangen door : "vanaf de datum waarop de inbrengen in speciën gestort zijn")...

§ 5.

Belastingplichtigen die vrijstelling wensen te genieten, moeten een bijzondere aangifte indienen op een door de Administratie der directe belastingen verstrekt formulier, met vermelding van :

a) de aard van de bestanddelen waarop de meerwaarden betrekking hebben;

b) de verkoopprijs van die bestanddelen;

c) het bedrag van de verwezenlijkte meerwaarden;

d) de aard, het bedrag en de datum van de wederbeleggingen die reeds verricht zijn op het einde van het belastbaar tijdperk waarin de meerwaarden verwezenlijkt zijn;

e) eventueel de aard en het bedrag van de investeringen welke de aangever voornemens is te verrichten in de twaalf maanden na dat tijdperk.

Bij deze aangifte moet, naar gelang van het geval, een attest worden gevoegd waarin de Minister tot wiens bevoegdheid de economische zaken, de streekeconomie of de middenstand behoren, verklaart dat de door de aangever ingeroepen investeringen bedoeld zijn in artikel 10 van

.../...

de wet van 30 december 1970 betreffende de economische expans ofwel een afschrift van het bewijsstuk waarvan sprake is in artikel 302bis van het Wetboek der registratierechten.

Die aangifte moet, op straffe van verval van het rech op vrijstelling, worden afgegeven tot staving van de jaarlijk se aangifte in de inkomstenbelastingen betreffende het belastbaar tijdperk waarin de meerwaarden verwezenlijkt zijn. Voor de investeringen die verricht zijn in de loop van de twaalf maanden volgend op dat belastbaar tijdperk, moet een aanvullende aangifte worden gevoegd bij de aangifte van de inkomsten van het volgend jaar.

§ 6.

Artikel 9bis, §§ 3 , 4 en 6, is van toepassing op de meerwaarden bedoeld in dit artikel".

Artikel 4.

Geen opmerkingen.

Artikel 5.

De tekst moet worden gelezen : "... zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit".

La chambre était composée de

Messieurs :	G. VAN BUNNEN,	conseiller d'Etat,	président,
de Heren :		staatsraad,	voorzitter,
	J. MASQUELIN,	conseillers d'Etat,	
Madame :	G. CISELET,	staatsraden,	
Mevrouw :			
Messieurs :	P. DE VISSCHER,	assesseurs de la	
de Heren :		section de législation,	
	G. ARONSTEIN,	bijzitters van de	
		afdeling wetgeving,	
	M. JACQUEMIJN,	greffier adjoint,	greffier.
		adjunct-griffier,	griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. G. PIQUET, substitut de l'auditeur général.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) M. JACQUEMIJN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. G. PIQUET, substituut-auditeur-generaal.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) G. VAN BUNNEN.